

# La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard 11 décembre 2023 - 1 €

N° 61

## Ukraine

**L**e front ukraino-russe est gelé, dans tous les sens du terme, mais, avec une pression russe de plus en plus forte, grâce à un flux de munitions assuré par les partenariats avec la Corée du Nord et l'Iran, la bienveillance discrète de la Chine, de l'Inde voire de l'Égypte (qui rétrocède les obus qu'elle avait achetés... à crédit), et la transformation progressive de l'économie russe en une économie de guerre (le budget militaire présenté en septembre représente 6 % du PIB, soit une augmentation de 70 %). L'armée russe s'apprête à recevoir 15 % d'appelés en plus pour la porter à 2,2 millions de personnels, selon un décret du président Poutine du 2 décembre.

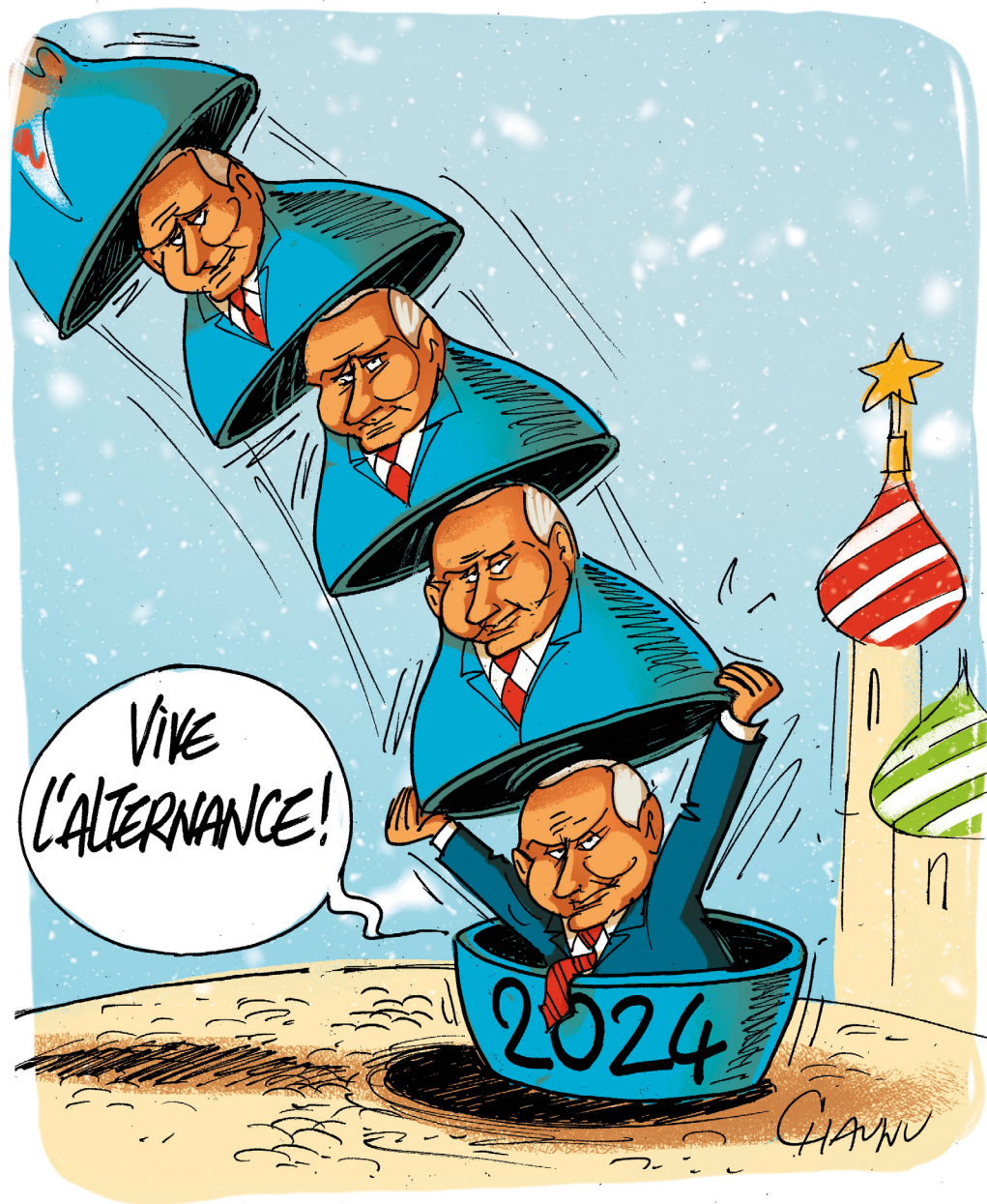
Ce dernier a rendu une visite officielle le 6 décembre aux Émirats arabes unis et en Arabie saoudite et, le lendemain, il recevait à Moscou le président iranien Ebrahim Raïssi, afin de bien montrer qu'il ne manque pas de partenaires, ni de profondeur de champ, malgré les sanctions économiques appliquées par les pays occidentaux. Le président russe s'apprête à se faire réélire le 17 mars et espère une réélection de Donald Trump le 5 novembre, ce qui lui permettrait, pense-t-il, de négocier sans avoir à céder aucun des territoires ukrainiens qu'il aura conservés ou conquis jusque-là.

Du côté ukrainien, les pertes humaines sont énormes et ne peuvent pas

être compensées de par la démographie... La cavalerie ukrainienne manque de chars modernes (une demi-douzaine de chars Abraham seraient opérationnels sur la quarantaine attendue, et les quelque 70 chars allemands Léopard 2 subiraient, dit-on ici ou là, des pertes à cause d'une relative supériorité aérienne et surtout de guerre électronique de la part des Russes). La contre-offen-

sive, commentée tout l'été, a échoué faute d'avoir eu les 200 à 300 chars modernes qui auraient été nécessaires. Les Américains n'ont pas voulu les fournir. Les autres alliés de l'Ukraine étaient très loin de pouvoir pallier la prudence américaine s'ils en avaient eu la volonté.

Le président Volodymyr Zelensky avait prévu une intervention devant les parlementaires américains pour



### SOMMAIRE

P. 1 : Ukraine. P. 2 : Bruxelles.  
P. 3 : Agriculture. — Lectures.  
P. 4 : À la maltaise. — Ariane 6.  
P. 5 : Privations. — Éducation.  
P. 6 : Lyon. P. 7 : Théâtre :  
« e nectar des dieux » — « La  
femme n'existe plus. » P. 8 :  
Transiter sans transiger.

■ **Russie** : L'élection présidentielle aura lieu le 17 mars 2024.

■ **États-Unis** : Le Congrès a refusé de voter, le 6 décembre, une aide militaire globale pour l'Ukraine et Israël de 106 milliards de dollars.

■ **Guyana** : Craignant, après le référendum vénézuélien du 3 décembre, un coup de force du Venezuela pour s'approprier l'Essequibo, province pétrolière du Guyana, le président brésilien a décidé le 6 décembre d'envoyer 38 blindés à la frontière du Brésil avec ces deux pays. Le lendemain les États-Unis annonçaient des exercices communs « de routine » avec les forces de défense du Guyana.

■ **Guinée-Bissau** : Après d'obscurs affrontements les 30 novembre et 1er décembre entre deux forces de police concurrentes, le président du pays Umaro Sissoco Embalo a annoncé, le 4 décembre la dissolution du Parlement dont le président est son opposant Domingos Simoes Pereira.

Football : Le parquet italien antidopage a demandé, le 7 décembre, une suspension de 4 ans pour le milieu de terrain français Paul Pogba qui joue pour la Juventus de Turin. Il avait été testé positif à la testostérone en août dernier.

■ **Argentine** : Le nouveau président « anarcho-libéral » Javier Milei, 53 ans, a prêté serment le 10 décembre en fin de matinée devant le Parlement, « Au nom de Dieu, de la Patrie et sur les Saints Évangiles ». Une cérémonie à la Casa Rosada a ensuite eu lieu en présence du roi d'Espagne

les convaincre de continuer à soutenir son pays. Mais il a dû y renoncer car l'affaire était mal engagée. On a vu que le Congrès américain a refusé de voter, le 6 décembre, une enveloppe militaire globale de 106 milliards de dollars où le président Joe Biden avait cru habile de mêler la cause israélienne et la cause ukrainienne.

Les parlementaires républicains n'ont pas marché d'abord pour des raisons de politique intérieure. Ils voulaient obtenir en échange des garanties sur une véritable politique contre l'immigration à la frontière mexicaine, que les négociateurs démocrates n'ont pas pu accepter. Ils faisaient ensuite à peu près le même reproche au président ukrainien et au Premier ministre israélien. À savoir l'absence d'objectif lisible. Il s'agit de ne pas brûler des milliards de dollars sans perspectives claires. Car ces parlementaires ne croient pas à la possibilité de la petite Ukraine de battre l'immense Russie, et ne souhaitent pas un basculement dans la guerre de l'Otan, c'est-à-dire des États-Unis. Ils doutent également de la possibilité du gouvernement israélien de pouvoir éradiquer le Hamas, seul objectif affiché par Jérusalem jusqu'à ce jour. Et la petite musique est la même qui dit que les guerres actuelles sont devenues inévitables en grande partie par l'absence de volonté de négocier, d'un côté des Ukrainiens, de l'autre des Israéliens. Ce sont des arguments discutables, mais il suffit que l'un ou l'autre les utilisent pour que la majorité nécessaire à voter les crédits ne puisse pas être réunie jusqu'à nouvel ordre. Et c'est évidem-

ment inquiétant pour les deux parties concernées. Pour l'instant beaucoup plus pour l'Ukraine. Le président Biden avait pourtant mis en garde le Congrès en déclarant que si Vladimir Poutine réussissait contre l'Ukraine, il ne s'arrêterait évidemment pas là.

Les Pays baltes se savent menacés. Les Finlandais, les Norvégiens et les Moldaves s'estiment sur la liste. L'Arménie et la Géorgie considèrent qu'une tourmente générale pourrait leur être fatale. La Pologne craint de ne pas être prête à temps, malgré un effort gigantesque de rééquipement, pour un combat qu'elle pressent inévitable. L'Allemagne met le paquet sur le plan de l'armement du moins. C'est une course vers l'abîme où les pays endettés et sous-équipés comme la France, l'Italie, l'Espagne (environ 200 chars lourds opérationnels chacun ?) ne pèsent pas. Même la Grande-Bretagne, dont on a pu dire l'été dernier qu'elle n'avait actuellement que 50 chars lourds disponibles, ne pèse pas beaucoup plus, malgré sa volonté d'être le meilleur élève de l'Otan dans le soutien à l'Ukraine. Tout se joue à Washington.

Frédéric Aimard.

## Bruxelles

La Belgique est un des petits pays en Europe mais il n'est certes pas le moindre. Bruxelles est le siège de la Commission européenne mais le monde politique belge tellement divers fournit encore à l'Union une partie notable du personnel de haut niveau. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, la présidence du Conseil euro-

péen et la présidence des conseils seront exercées par des Belges : la première, semi-permanente, est assurée jusqu'à novembre 2024 par l'ancien premier ministre belge Charles Michel ; le mandat est de deux fois deux ans et demi. Il a été élu en 2019. Il est le troisième titulaire de ce poste, succédant au Polonais Donald Tusk et à un premier Belge, Hermann van Rompuy. La seconde présidence, tournante, tous les six mois, sera exercée au premier semestre de 2024 par la Belgique représentée par son premier ministre Alexander De Croo et son ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib.

Ces deux derniers ont dévoilé à la presse le 8 décembre leur logo et leur programme. Le logo : beEU, qui se lit en anglais « Be You », sois toi-même, se décline en jaune pour le sigle de la Belgique, be, et en bleu pour les initiales de l'Union européenne, en néerlandais et en anglais, EU et non UE en français. Jaune et bleu, les couleurs de l'Ukraine !

Le programme dépendra en partie de l'issue du dernier Conseil européen de l'année les 14 et 15 décembre qui doit décider de l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie. La Hongrie, prochaine présidence, s'y oppose. Pour le reste, il ne s'agit de rien de moins que de clôturer la dernière session du Parlement européen : 150 textes à voter en trois mois d'ici le 25 mars 2024. Personne n'ignore que le 9 juin des élections renouvelleront le Parlement. Incidemment les élections fédérales belges doivent se tenir au même moment.



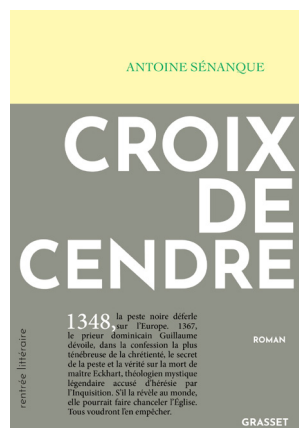
L'actuelle présidence tour-nante espagnole a été dura-blement affectée par la tenue d'élections nationales en dé-but de mandat en juillet. Au cours du semestre, des élec-tions ont eu lieu en Pologne, au profit de la coalition de Donald Tusk, mais encore en Slovaquie, au Luxembourg et aux Pays-Bas qui ont vu la victoire de la droite ou de l'extrême droite contre des gouvernements centristes ou de gauche. Les élections pré-vues au premier semestre, en mars au Portugal et en juin en Belgique, pourraient suivre le courant dominant. Au total, on annonce pour les élections européennes un résultat inédit pour les deux groupes identité/démocratie et souverainiste opposés à la grande coalition actuelle entre démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates.

Ces perspectives annon-cées renforcent la main de Viktor Orban, le Premier ministre hongrois, qui va entrer dans la troïka puisque son pays succédera à la pré-sidence tournante à la Bel-gique à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024, lorsque les choix des successeurs de Michel et Von der Leyen, ainsi que le renouvellement de la totali-té de la Commission, seront décidés pour les cinq ans à venir.

**Dominique Decherf**

## Agriculture

L'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne n'est probablement pas pour de-main malgré les promesses faites par certains dirigeants européens. En attendant, cette perspective inquiète de plus en plus les agriculteurs des pays membres de l'UE. Les ministres de l'Agricul-ture et de la Pêche de ces derniers ont mis le sujet



### PRIX DES ÉCRIVAINS DE MARINE

#### La Peste Noire

Frère Guillaume, prieur du couvent de Verfeil, se meurt. Mais avant de trépasser, il veut rédiger ses mémoires. D'abord assistant de Maître Eckart, un prêcheur qui pas-sionnait les foules avec des propos frôlant l'hérésie, il a ensuite connu le siège de Kaffa quand les Mongols jetaient les cadavres des pestiférés par-dessus les murailles. Il connaît le se-cret sur l'origine de la Peste Noire de 1348 à laquelle il a survécu. Il envoie les frères Robert et Antonin acheter la meilleure encre et le vélin le plus fin chez les tanneurs de Toulouse. Rien ne sera trop beau pour son chef-d'œuvre. À peine arrivés, les deux dominicains sont interpellés par l'Inquisition.

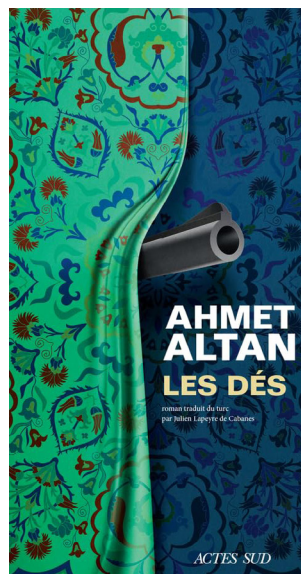
L'Association des écri-vains de Marine a décerné son premier prix littéraire à Antoine Sénanque pour ce polar religieux.

« Croix de cendre », Antoine Sé-nanque, Grasset, 430 p., 22,50 €.€.

### ROMAN

#### Pour l'honneur

Istanbul, début du XX<sup>e</sup> siècle. L'Empire ot-toman s'enfonce dans la corruption. Ce contexte dé-



lète sert de toile de fond au roman de l'écrivain turc Ahmet Altan. Le petit Ziya a quatre ans lorsque son frère, un gangster, meurt. Le garçon va suivre la voie criminelle tracée par l'ainé. À seize ans, il abat l'assassin de son frère en pleine audience du tribunal. Condamné à la perpétuité, il parvient à s'échapper. Un contrat à haut risque lui est proposé : tuer le grand vizir dans la rue.

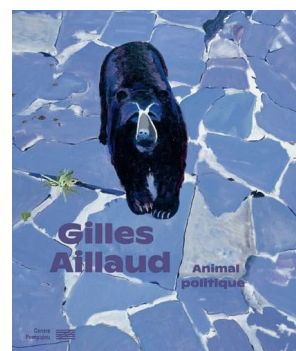
Peut-on échapper à l'em-prise de la violence quand ceux qui vengent l'honneur de la famille deviennent des héros ?

« Les dés », Ahmet Altan, Actes sud, 206 p., 21,80 €.

### BEAU LIVRE

#### Peinture animalière

D'abord poète et drama-turge, Gilles Aillaud s'est progressivement tourné vers la peinture animalière. Le Centre Pompidou, à Pa-riis, lui rend hommage dans une rétrospective posthume. Deux étapes marquent les tableaux de Gilles Aillaud. Celle des années 1960, les années pop, avec des œuvres colorées qui mettent en scène des animaux em-



prisonnés. Celle des années 1990, où après un séjour au Kenya, il reproduit une na-ture apaisée, aux couleurs pastel, que peuplent girafes et éléphants dans toute leur magnificence. Un très beau livre, grand format, accom-pagne l'exposition.

« Animal politique », Gilles Aillaud, éditions du Centre Pompidou, 192 p., 35 €. Exposition jusqu'au 26 février 2024.

### REVUES

#### Regards sur l'Orient

Deux époques, deux pho-tographes, deux visions de l'Orient. *Polka*, la re-vue du photojournalisme, confronte Marc Riboud, le Français et ses photos en noir et blanc, avec Steve McCurry, l'Américain et ses photos chatoyantes. Chacun à sa manière a rendu compte des hommes et de leurs cou-tumes.

Autres sujets traités : un entretien avec Stéphane Arnaud de l'AFP, les Alpes vues par Éric Bouvet, la précarité en milieu rural, le road-trip de Brian Bowen Smith en Amérique...

*Polka*, n° 63, 7 €. En kiosque et en li-brairie.

**Catherine PAUCHET**



Felipe, du président ukrainien Volodymyr Zelensky, du Premier ministre hongrois Viktor Orban, de l'ancien président brésilien Jair Bolsonaro, de la secrétaire d'État américaine à l'Énergie Jennifer Granholm, du ministre français de la Fonction publique Stanislas Guerini, etc. Le président a admis que les mesures qu'il prévoit de mettre en œuvre vont commencer par un grand « bordel » et empirer la situation à court terme, mais a répété qu'il n'y avait pas d'alternative à cause de l'endettement colossal du pays.

■ **Égypte :** Le président Abdel Fattah al-Sissi, 69 ans, au pouvoir depuis 2013, se présentait le 10 décembre pour un troisième mandat qui devrait le maintenir au pouvoir jusqu'en 2030 malgré un bilan économique catastrophique.

■ **Gaza :** L'armée israélienne a annoncé le 10 décembre avoir perdu 101 soldats depuis le début de son offensive à Gaza. Le Hamas annonce 18 000 tués, civils et militaires, sur la même période. Le Hamas et ses alliés détiendraient environ 120 otages israéliens vivants (105 ont été libérés entre le 24 et le 30 novembre).

■ **Mer Rouge :** Une frégate française en Mer Rouge a abattu, dans la nuit du 9 au 10 décembre, deux drones provenant du nord du Yémen.

■ **Climat :** C'est l'Azerbaïdjan qui a été choisi à Dubaï le 9 décembre pour accueillir la prochaine Cop29.

à l'ordre du jour de leurs discussions les 11 et 12 décembre préalable au sommet européen des 14 et 15 décembre.

Si Christiane Lambert, ancienne dirigeante de la FNSEA et présidente du principal syndicat agricole européen (Copa), est favorable à l'adhésion de l'Ukraine à l'UE, elle s'inquiète néanmoins, comme elle l'a déclaré à Radio France International, des conditions de production dans ce pays. Ces dernières sont susceptibles de déséquilibrer le marché agricole si l'Ukraine n'est pas soumise aux mêmes contraintes que les actuels membres de l'UE. Déjà, la possibilité pour l'Ukraine d'écouler sans taxes une partie de sa production en Europe a désorganisé certains marchés agricoles : l'exportation de poulets ukrainiens dans l'UE a augmenté de 180 % ! Les céréales et le maïs ont suivi la même voie. De quoi provoquer l'irritation des agriculteurs polonais notamment. Une réaction légitime qui appelle des réponses concrètes des autorités européennes.

Jérôme Besnard

## À la maltaise

L'Europe institutionnelle, celle de la bureaucratie et des grandes déclarations progressistes, vient de se signaler à l'attention des citoyens de l'Union, qui découvrent ainsi une nouvelle leçon de morale destinée à les éclairer sur leurs mauvais comportements pour que, se repentant, ils adoptent une conduite plus vertueuse. Il s'agit des propos de la commissaire européenne à l'Égalité, Helena Dalli, ancienne Miss Malte

et candidate au titre de Miss Univers. Notons que, déjà en 2021, elle avait promu un guide sur « *la communication inclusive* » : afin de « refléter la diversité », il fallait s'abstenir d'un certain nombre de termes et d'expressions à proscrire.

S'appuyant sur « la deuxième édition de l'enquête de l'Agence des droits fondamentaux sur le fait d'être Noir dans l'UE », la commissaire maltaise dit que « *les personnes d'origine africaine dans l'UE sont confrontées à des formes structurelles de racisme et de discrimination dans tous les domaines de la vie.* » Appelées à agir selon « une approche intersectionnelle » [en français courant : multiple], « les États membres et les institutions de l'Union européenne doivent s'approprier l'histoire du colonialisme de l'Europe et son rôle dans la traite transatlantique des esclaves et en assumer la responsabilité ».

La France officielle commence d'ailleurs à manifester des tendances similaires. Le 4 décembre, la ministre de la Culture Rima Abdul-Malak a présenté son programme de la Relève, visant à assurer la diversité à la tête des établissements culturels. Les 101 candidats retenus seront appelés à occuper un poste de responsabilité dans chacun des départements du pays. Ils seront choisis selon leurs origines géographiques et sociales, mais aussi, selon les propres mots de la ministre, selon leur « couleur de peau ». Ainsi, pour la première fois dans l'histoire de la République, une différenciation raciale est mise en place par un organisme officiel. Bien entendu, ce sera pour lutter contre le racisme.

Précy

## Ariane 6

Après l'arrêt d'Ariane 5, l'agence spatiale européenne (ESA) espérait beaucoup un succès d'Ariane 6. Fin novembre, le CNES, Ariane Group et l'ESA ont procédé à l'allumage de Vulcain 2.1, le moteur qui va permettre le premier vol du lanceur européen.

426 secondes d'allumage pour ce moteur de l'étage principal d'Ariane 6 qui ont été un succès représentant la durée représentative du vol. L'ensemble des parties indispensables a pu être vérifié. Cette étape était essentielle pour mettre en place le programme de lancement.

Le nouveau lanceur lourd européen pourrait donc être lancé à l'été 2024 avec une programmation de dix vols prévus dès 2027. Cette bonne nouvelle arrive après une longue période d'attente, notamment avec la période du Covid et de nombreux retards et divergences politiques, soit quatre ans de retard.

Avec l'arrêt du programme russe, seul SpaceX demeure le concurrent direct d'Ariane 6. Pour les 22 membres de l'Agence Spatiale européenne, il était donc nécessaire de se mettre d'accord sur un financement à la hauteur, soit une subvention annuelle de 340 millions d'euros pour assurer le fonctionnement de la fusée jusqu'à l'horizon 2030.

Actuellement l'Europe, qui ne dispose plus d'un accès indépendant à l'espace, vient de confier à SpaceX le soin de mettre en orbite ses quatre prochains satellites de navigation Galileo.

Philippe Buron Pilâtre



## Privations

Détente sur le front des prix ! En novembre, les prix à la consommation ont augmenté de 3,4 %, après 4 % en octobre. Bruno Le Maire s'est empressé de confirmer que « nous sortons de la crise inflationniste » et a salué « un véritable exploit économique » sans avouer que le gouvernement français ne pouvait pas être crédité de ce résultat triomphal.

Le ralentissement de la hausse des prix est dû aux moindres hausses observées dans les secteurs des services et de l'énergie et probablement à une modération des entreprises en matière de profits. Il est aussi provoqué par la baisse de l'activité économique générale provoquée par la Banque centrale européenne, indépendante des États, en raison de sa politique de taux d'intérêt élevés.

Ces évolutions positives ne sont pas constatées par les Français dans leurs achats quotidiens. Le mouvement de hausse de prix ralentit dans le secteur alimentaire mais cette hausse s'établit tout de même à 7,6 % sur un an. D'où un impressionnant recul des dépenses de consommation – le plus fort enregistré depuis quarante ans. Cette baisse des achats porte sur les biens d'équipement, mais surtout sur les produits alimentaires. Dans les classes moyennes et populaires, les sacrifices portent sur la qualité et sur la quantité. Moins de viande et de produits frais, mais aussi forte baisse du volume des produits achetés.

Pour empêcher cet appauvrissement, il aurait fallu augmenter les salaires – et pas seulement le Smic – et bloquer les prix. Le gouvernement, par crainte

de la spirale inflationniste, préfère compter sur les promotions organisées par les grandes surfaces en reportant deux problèmes majeurs. Le premier est déjà visible : la hausse du chômage, sensible dans les PME et dans le secteur du bâtiment, va s'amplifier. Le second problème est à plus long terme. Une population qui se nourrit peu et mal est exposée à de nombreuses maladies. On célèbre des exploits imaginaires, sans penser qu'on sacrifie l'avenir, en même temps que le bien-être quotidien.

Claudine Uzerche

## Éducation

Gabriel Attal, le nouveau et fougueux ministre de l'Éducation nationale, veut créer au collège des groupes de niveau en mathématiques et en français et dit ne pas craindre le redoublement. Cela n'a guère été apprécié par ses prédécesseurs de gauche, relayés par des politiques, des médias et des syndicats d'enseignants et de parents d'élèves, sur le thème habituel de la ségrégation sociale, alors que l'objectif vise à pousser tout le monde vers le haut, mais en tenant compte des capacités et du mérite de chacun. À y regarder de près, cela signifie que parents et enseignants sont invités à rester dans leur rôle, tandis que les élèves doivent accepter, comme auparavant, de refaire si besoin une année. Certes, on peut craindre de belles paroles, destinées à satisfaire une partie de l'opinion et à amadouer la droite ; on verra donc l'application qui en sera donnée et si des manœuvres de retardement et de contournement, voire de sabotage,

n'aboutiront pas à remplir à nouveau le cimetière des promesses n'engageant que ceux qui y croient.

Parmi les problèmes du système français analysé par les classements internationaux comme le fameux PISA, le Programme international pour le suivi des acquis des élèves mis en place par l'OCDE, on note la perte d'autorité des professeurs. Elle provient certes de l'intervention de parents survalorisant leurs enfants tout comme de l'affaiblissement, pour ne pas dire l'effondrement, de toutes les institutions, sans oublier la concurrence et l'omniprésence de nouvelles sources d'information loin d'être toutes fiables, telles celles véhiculées par l'informatique, de surcroît dans un langage appauvri et déficient. L'effritement du cadre familial ajoute à cette désagrégation.

Le corps enseignant lui-même est touché par les variantes contemporaines de la pensée de Jean-Jacques Rousseau, pour lequel la société corrompt un homme naturellement bon. Avant même mai 1968, se sont instillés le refus de la hiérarchie, le rejet de la compétition, et donc de la notation, et l'oubli de la recherche de l'excellence nécessitant des efforts. La vieille armature a été remplacée par une pédagogie ludique reposant sur des rapports de copain à copain en demandant simplement aux élèves de trouver en eux un savoir qu'on ne voulait plus leur transmettre.

On ne peut oublier les difficultés du recrutement des enseignants. Le faible niveau des salaires y tient sa part, conjugué à une pénibilité des conditions de travail sans cesse accrue, y

■ **Paris :** Une panne géante des RER A, B et D a affecté des centaines de milliers de voyageurs d'Île-de-France, le 7 décembre, à cause d'un dégât des eaux dans un local technique à Châtelet-les-Halles qui gère la signalisation. Elle montre la fragilité d'un système qui reste très centralisé alors qu'il est tentaculaire.

■ **Fait divers :** Le passager d'un scooter de 125 cm<sup>3</sup> est mort et le conducteur a été blessé après une chute alors que ces jeunes gens âgés de 17 ans étaient poursuivis par la police le 8 décembre en soirée à Chelles (Seine-et-Marne). Le conducteur n'avait pas de permis et venait de brûler un feu rouge.

■ **Politique :** Le début de la semaine à l'Assemblée nationale était consacré à la loi Immigration. Si le débat va à son terme, 2 500 amendements doivent être examinés avant Noël.

Lors d'un entretien sur la chaîne Internet *Brut*, le 10 décembre, Gérald Darmanin a annoncé la prochaine dissolution de l'institut de formation Academia Christiana, fondé en 2013 dans la mouvance catholique intégriste, et de trois autres « mouvements d'ultradroite ».

■ **Alimentation :** Danone cède la marque Michel et Augustin (petits gâteaux, yaourts... fabriqués et distribués dans une dizaine de pays, 120 salariés) à l'italien Ferrero. La multinationale française l'avait achetée à partir de 2016 à ceux qui l'avaient fondée en 2004 (Augustin Paluel-Marmont et Michel de Rovira) et à la holding Artémis de la famille Pinault qui en avait acquis 70 % en 2013.

■ **Grande Distribution** : Les syndicats ont été convoqués le 7 décembre par la direction de Casino et les représentants des repreneurs qui les ont informés de leur intention de céder la totalité des 52 hypermarchés et 353 supermarchés à la concurrence. Une autre réunion est prévue le 19 décembre, veille de la remise des offres de rachat de ces magasins. Jean-Charles Naouri, qui est en train de passer la main au consortium mené par le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky, laisse une dette de 6,5 milliards d'euros que les repreneurs veulent restructurer. Les syndicats craignent « *une casse sociale sans précédent* » et réfléchissent à une grève.

■ **Petite distribution** : Le groupe breton Onyx, qui avait racheté 12 supérettes franchisées Monoprix ou Monop à travers la France récemment, en a vu 4 mises en liquidation judiciaire et 8 mises en redressement judiciaire le 6 décembre par le tribunal de commerce de Saint-Malo. Franchisé et franchiseur se rejettent la responsabilité de cette débâcle.

■ **Spectacle** : L'entreprise Stacco, l'une des premières européennes dans le secteur du montage de matériel scénique (tournées de Johnny Hallyday, festival des Vieilles Charrues...), qui a 2,5 millions de dettes dont 1,8 garanti par l'État, a été mise en redressement judiciaire le 12 décembre par le tribunal de commerce de Saverne (Bas-Rhin). Le cabaret parisien Don Camilo, fondé en 1953 par Jean Vergnes, sera fermé définitivement le 16 décembre par son fils Richard qui avait pris la succession en 2012 mais

compris pour la sécurité individuelle. Que les candidatures au CAPES aient chuté de plus de 30 % en vingt ans et qu'on abaisse continuellement le niveau de l'agrégation en dit long sur ce qu'il faut bien dénommer la chute du seuil de compétences, aggravée par les situations d'urgence quand il faut des remplaçants lors d'absences de plus en plus nombreuses. Tout n'est pas non plus qu'une question d'argent – de moyens, comme disent les syndicats. Mais ne faut-il pas enfin rappeler que l'ignorance engendre non seulement la bêtise et la crédulité, mais aussi la violence ?

Jean-Gabriel Delacour

## Lyon

Placée récemment sous les projecteurs à l'occasion de la Fête des Lumières – même si on oublie l'origine religieuse de cette manifestation destinée à exprimer le lien multiséculaire entre la capitale des Gaules et la Vierge Marie –, la ville de Lyon sait mettre en valeur son riche patrimoine. Celui-ci est issu de plus de deux mille ans d'occupation humaine, concrétisée par l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco en 1998 et incarnée par le couple Annie et Régis Neyret, désormais figurés sur un banc bordant la Saône, dans ce Vieux Lyon qu'ils ont su préserver, entretenir et ouvrir.

Dans la même perspective, on appréciera, à deux pas, la réfection du Musée d'Histoire de Lyon, principale composante de ce qui est dénommé, avec le Musée des arts de la marionnette, tout simplement Gadagne, du nom d'une de ces familles florentines qui firent la Re-

naissance en ces lieux. Une nouvelle approche en est proposée dans le bâtiment aménagé à cette fin depuis 1921 et qui abrite des collections constituées d'environ 80 000 pièces, aussi bien des tableaux que des sculptures, des photographies que des manuscrits, des médailles que des dessins.

On passera sur l'aspect très inclusif du vocabulaire adopté, censé s'adresser aux « *visiteur-euses* » et aux « *habitant-es* », tout comme sur le souci d'« un récit co-construit avec les Lyonnais-es et des expert-es ». L'absence de chronologie globale relève sans doute de la même approche, tout comme les incohérences sur les personnages fictifs censés guider le chaland, avec un Saïd à la fois « arrivé d'Algérie en 1936 à Lyon pour travailler sur les grands chantiers des Trente Glorieuses », lesquels se déroulèrent bien plus tard, mais toujours actif aujourd'hui en tant que « bénévole dans une association ».

On appréciera de découvrir aussi bien une maquette 3D que la ville de la soie, la place des banques que celle des révoltes ouvrières, le rôle de l'automobile que celui de la chimie et de la pharmacie. L'aspect sociologique apparaît certes survalorisé avec de nombreuses références aux divers mouvements revendicatifs qui, des canuts à la Marche pour l'égalité de 1983, jalonnent l'histoire locale. Quelques femmes sont mises en avant et une flopée de portraits de diverses époques sont juxtaposés sans grand ordre pour illustrer les pouvoirs dans la cité.

Si la géographie et l'urbanisme aident à saisir l'évolution de la ville, on regrettera que ne soit abordée que

par accroc sa dimension religieuse, essentielle pour comprendre l'origine et l'essor de la cité. Sans même parler des préoccupations chrétiennes présentes à tout instant et de leurs répercussions à l'échelle internationale, tels les conciles du XIII<sup>e</sup> siècle et les missions du XIX<sup>e</sup>, on aurait pu mettre en avant leur ouverture à l'autre et leurs expressions philanthropiques.

Mais rien ne vaut une visite dans un lieu si ancien et si bien aménagé.

Jean Étèveaux

MHL, 1, place du Petit Collège  
69005 Lyon - 04 78 42 03 61 -  
gadagne-lyon.fr

n'arrivait plus à équilibrer les comptes (Gilets jaunes, covid...).

■ **Cinéma** : L'acteur Gérard Depardieu est lâché par tout le milieu cinématographique français après l'émission *Compléments d'enquête* diffusée le 7 décembre sur France 2. On voit l'acteur (qui doit actuellement répondre d'accusations de viol et de harcèlement sexuel formulées par des actrices), sous son aspect d'obsédé sexuel dans des images tournées par Yann Moix lors d'un voyage en Corée du Nord et qui auraient été volées à l'écrivain par le réalisateur de ce documentaire à charge.

■ **Éolien** : Au terme d'une procédure qui durait depuis 2011, la cour d'appel de Nîmes, a ordonné, le 7 décembre, la destruction de 7 éoliennes construites en 2016 par la société Énergie renouvelable du Languedoc, sur le plateau de Bernargues, à l'ouest de Lodève. C'est une première en France.

## Histoire du vin

par Guillaume d'Azémar  
de Fabrègues

Sur la scène, une table de bar, deux chaises, deux verres, une bouteille. Deux tonneaux, une pyramide de caisses de vin. Du fond de la salle, un bruit de verres qui s'entrechoquent sur un plateau. *Delirium.. Tremens. Bienvenue, installe-toi.*

C'était le mot de passe, deux hommes sont réunis pour rendre hommage à Michel, tombé en débouchant une bouteille pour des amis. Du Gamay. Un vin de merde.

C'est le prétexte qu'on saisit François Piel-Flamme

et Hugo Klein pour raconter l'histoire du vin. Le hasard d'une grappe oubliée qui fermente en Anatolie. Le premier écrit. Le goût étrange des Grecs. Les inventions des romains. La patience du clergé. La démocratisation, la révolution. Le phylloxera. La réglementation. Le vin, outil diplomatique. Avec une description enivrée de la fuite à Varenne. Jusqu'à la conclusion, chez le caviste du quartier.

Un spectacle sans autre prétention que de distraire le spectateur (beaucoup) en affinant sa culture historique. On y trouve des

bons mots, des clowneries et des running gags, des blagues parfois douteuses, des références caustiques à l'époque actuelle. Une sorte de tradition bien née.

Le duo fonctionne bien. On se laisse toucher par la sincérité de leur complicité et la vérité de leur plaisir d'être sur scène, se demandant parfois si c'est bien



du vin de théâtre qui remplit les (nombres) verres qui sont vidés avec entrain. Sans qu'ils débordent. Les verres. Les comédiens débordent un peu, ça fait aussi

partie du spectacle.

Si vous n'aimez pas le vin, si vous êtes partisan d'une tempérance rigoriste... ce spectacle n'est pas fait pour vous. Si vous êtes une bande d'amis qui a envie de se lâcher, c'est une bonne idée pour vous mettre le pied à l'étrier d'une bonne soirée, voire l'alibi pour convaincre un.e camarade un peu coincé.e de se joindre à vous pour une sortie historisante. ■

Au Funambule Montmartre jusqu'au 14/01/24. Du jeudi au samedi : 19 heures ou 21 heures. Durée : 1h05. Texte : François Piel-Flamme, Hugo Klein, Lucas Gonzalez. Avec : François Piel-Flamme, Hugo Klein. Mise en scène : Lucas Gonzalez

## La femme n'existe plus

Sur la scène, ce qui pourrait être un ancien hangar transformé en camp de fortune. Une grille d'aération a été forcée. On aperçoit une table, un bureau d'enfant, des sièges. Des jerrycans, pour eau, pour essence. Des caisses en bois, une caisse à outils. Dans le noir, une vibration lente. Une musique, jouée à l'envers. Quelqu'un arrive, impressionnant, s'allonge sur la table. Quelqu'un d'autre, tenue molletonnée orange, masque de métal brillant, voix métallique. *Ava, c'est toi ?*

*Souterraines mais souveraines.* C'est ainsi qu'elles se présentent au téléphone dans cette uchronie. Dans ce monde où la femme a perdu tous ses droits, où on peut traverser la ville sans en croiser une. Elles sont une cellule d'un mouvement de résistance au GRAF, Grand Retour Aux Fondamentaux, qui exerce le pouvoir. Elles sont trois, bientôt quatre. Elles vont participer à une manifestation, bien sûr interdite, à l'occasion de l'inauguration d'un monument pénien, à l'occasion de la Journée de l'Homme, sur la place Olivier Duhamel. Tout ne se passera bien évidemment pas comme prévu.

C'est une joyeuse farce. Ça balance, ça dénonce. Il y a Simone, statue du commandeur. Françoise, la psy. Delphine, l'actrice. Et Annie, l'activiste. Les curseurs grinçants sont poussés à fond, voilà Booba qui reprend les titres de Sardou, Delphine qui filme le tutorial d'un avortement maison. Toutes ensemble, elles répètent leur danse. Les noms tombent, entre #metoo

et mur des cons, et les aphorismes fusent, la vie faut s'y prendre tôt, sinon c'est trop tard.

Céline Fuhrer et Jean-Luc Vincent ont embarqué Valérie Karsenti et Cédric Moreau dans un joli travail de troupe, on sent leur plaisir à tous les quatre à envoyer sans complexe un texte qui ne fait pas dans la dentelle ni toujours dans la subtilité, on reste admiratif des costumes créés pour le spectacle.

La femme n'existe plus sera vu par des spectateurs déjà convaincus qui l'apprécieront, qui sortiront renforcés d'avoir ri de leurs propres travers. J'ai bien sûr ri, parfois trouvé que... quand même ils exagèrent... un peu regretté que certains axes soient soigneusement détournés. Comme un Charlie qui ne tirerait pas tous azimuts. ■

G.A.F.

Au théâtre du Rond Point jusqu'au 31/12/23. Du mardi au vendredi : 19h30 – samedi : 18h30 – dimanche : 15h30. Durée : 1h30. En tournée : – 12 janvier 2024 : Châtillon-Clamart (92) – 18 janvier 2024 : Charenton-le-Pont (94) – 26 janvier 2024 : Montrouge (92) – 22 au 23 février 2024 : Aix-en-Provence (13).

### La Nation Française

directeur

de la publication :  
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip  
60, rue de Fontenay  
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015

Nanterre

N° TVA intracommunautaire

FR21418382149

ISSN 2967-2988

Imprimé par nos soins.



# Transiter sans transiger

par Fabrice de Chanceuil

La 28<sup>e</sup> Conférence des parties (COP 28) de la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) poursuit ses travaux jusqu'au 12 décembre prochain sans savoir aujourd'hui qu'elle en sera l'issue. Le président de la conférence, le sultan Ahmed Al-Jaber, a bon espoir de parvenir à un accord mais il doit faire face à une intervention imprévue sur la forme même si elle était prévisible sur le fond, à savoir une lettre du secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) invitant les négociateurs à rejeter toute mesure qui mettrait fin à l'utilisation des énergies fossiles.

C'est dans ce contexte que le Prince Jean d'Orléans, Comte de Paris, vient de publier une tribune appelant à mettre en œuvre une véritable écologie politique.

Les énergies fossiles sont en effet au cœur des débats dans la mesure où elles sont la première cause des émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffe-

ment climatique. La mise en extinction programmée de leur utilisation marquerait donc un véritable tournant dans la politique de lutte contre l'élévation des températures constatée depuis les débuts de l'ère industrielle. Au regard à la fois de la gravité et de l'urgence de la situation, il n'est plus possible de se contenter de mesures cosmétiques. Il convient, au contraire, d'opérer un changement complet du système de production en vigueur depuis cette époque, chose que tant les opérateurs économiques que la classe politique ont du mal à accepter.

Le Chef de la Maison de France se démarque totalement de cette position de repli en appelant à « *transformer en profondeur un système économique productiviste ultra-libéral incompatible avec la transition écologique* ». Reprenant une formule souvent utilisée par les écologistes, il réclame un « *changement de paradigme* » afin « *de passer d'une économie dont les ressorts sont la croissance*

*effrénée de la production et de l'accumulation à une économie dont la finalité deviendrait le plein développement des hommes par la satisfaction de leurs besoins fondamentaux dans le respect de leur environnement* ».

Dans le grand débat engagé entre les défenseurs d'une « *économie verte* » qui parviendrait à corriger les effets négatifs de la croissance et ceux prêchant une sobriété conduisant à une forme de décroissance, le Prince semble prendre le parti de ces derniers. Il rejoint en cela le Pape François qui, à défaut d'avoir pu s'exprimer devant la COP 28 en raison de son état de santé, avait déjà fait connaître ses attentes, avant la conférence, dans son Exhortation apostolique *Laudate Deum*.

Comme le Saint-Père, le Comte de Paris estime aussi que si les instances internationales, en haut, et les populations locales, en bas, sont bien conscientes de la situation climatique, il n'en va pas de même au niveau intermédiaire, celui des États, à qui revient pourtant, de manière individuelle et collective, la décision ultime. Soumis aux ingérences des groupes de pression, ceux-ci tergiversent et tardent à prendre des mesures courageuses.

Le Prince en veut pour preuve l'attitude de la France. Alors qu'avait été annoncée la mise en œuvre

d'une planification écologique, il déplore que « ce qui nous a été présenté (ne soit) qu'un catalogue de mesures ponctuelles, sans lien entre elles » alors que, selon lui, « la planification écologique devrait résulter d'une réflexion non partisane menée par le Haut-Commissariat au plan institué à l'issue de la crise sanitaire et par le Conseil national de la refondation mis en place à peu près au même moment, lesquels restent muets ». De fait, l'État se dote d'outils qui ne sont bien souvent que des placards dorés participant au discrédit de l'action publique.

Reprenant une distinction qu'il avait déjà faite dans son Manifeste pour une écologie politique diffusé au mois de juillet dernier, le Comte de Paris en appelle à la définition d'une écologie politique afin de mettre en place une politique écologique qui en serait la déclinaison.

Plus que jamais, il compte, pour cela, sur une mobilisation de la société civile, se disant prêt à « appuyer les bonnes volontés qui accepteraient de se fédérer ».

Pour fédérer, il faut un fédérateur disait le Général de Gaulle à propos de l'Europe. C'est sans doute ce qui manque aujourd'hui à la COP 28. C'est aussi ce qui manque à la France. Il y a là un chemin royal pour celui qui saura l'emprunter. ■

## Abonnement

**LA NATION FRANÇAISE**

**1 an = 20 euros à l'ordre de Spfc-Acip.**

Paiement par carte bancaire :

**<https://buy.stripe.com/28o3eq3Re7RSc3C000>**

Merci de signaler par mail, votre réabonnement

**Paiement par virement possible.**

**Rib sur demande.**

**[frederic.aimard@gmail.com](mailto:frederic.aimard@gmail.com)**